

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Gabon-BDEAC : deux accords d'un montant de 35 milliards de francs

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

La question des inondations et celle de la lutte contre le Covid-19 étaient au centre de la signature, le 28 septembre au siège du ministère de l'Économie et de la Relance à Libreville, de deux accords de prêt entre l'État gabonais et

la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC).

Le premier accord, d'un montant de 20 milliards de francs, concerne le Plan complet de réinstallation des personnes affectées par les projets d'aménagement des bassins-versants des quartiers Lowe-IAI, Gué-Gué et Terre-Nouvelle. Il s'inscrit dans le

cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT). En effet, pour endiguer le phénomène des inondations récurrentes à Libreville et leurs conséquences sur le plan socio-économique, le gouvernement avait engagé un plan d'action portant notamment sur l'aménagement des principaux bassins-versants de la capitale gabonaise. Trois bassins-versants avaient été identifiés, à savoir Gué-Gué, Lowe-IAI et Terre-Nouvelle.

La réalisation des travaux d'aménagement de ces bassins était conditionnée à la libération préalable des zones occupées. C'est dans ce contexte que le gouvernement avait obtenu de la BDEAC un financement de 40 milliards de francs pour financer la réinstallation des personnes affectées par l'aménagement desdits bassins-versants. Il s'agissait alors de construire, à Bikelé, 930



Photo: GRM

Echange de documents entre la ministre de l'Économie, Nicole Janine Lydie Roboty-Mbou et le président de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama.

logements, un dispensaire, trois écoles, un collège et d'autres équipements collectifs. Cependant, il est apparu de nouveaux besoins, notamment l'aménagement de la voie d'accès et l'alimentation du site du projet en eau et en électricité. C'est pour répondre à ces nouveaux

besoins que l'accord d'un financement supplémentaire de 20 milliards de francs a été mis en place. Portant ainsi ce prêt à 60 milliards de francs. Le second accord, d'une valeur de 15 milliards de francs, est destiné au Plan de riposte contre la pandémie de Covid-19.

Forêt/Bois: la "FSC Friday" sensibilise sur l'importance de la certification



Photo: DR

Les responsables du Bureau FSC

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

À la faveur de la traditionnelle "FSC Friday", une journée portes ouvertes que l'organisation de la certification Forest Stewardship Council (FSC) tient habituellement les 3e vendredi du mois de septembre, les responsables Afrique de cet organisme ont fait la démonstration des bienfaits de la norme FSC à la fois sur l'économie, le social et l'environnement. " Le FSC est un mécanisme de certification qui augmente la qualité de la gouvernance des forêts. En ce sens que cette norme certifie que les ressources forestières [...] ont été exploitées dans une source gérée durablement", a indiqué Georges Akwah Neba, coordinateur FSC pour le Bassin du Congo. Pour cet expert, une forêt certifiée bénéficie d'une valeur ajoutée et accède facilement aux marchés niches qui paient un prix plus élevé le bois issu d'exploitations

certifiées. " C'est donc une plus-value économique pour le pays " en termes de transparence et de baisse (considérable) de la corruption. De plus, la certification atteste que les concessionnaires ont respecté la législation en vigueur en matière d'exploitation forestière, les droits des communautés et des populations autochtones, en même temps qu'ils ont respecté les droits des travailleurs. Des exigences pas toujours bien comprises des exploitants forestiers qui hésitent encore à y souscrire. Actuellement, seuls Rougier Gabon, la Compagnie équatoriale du bois (CEB) et la Compagnie des bois du Gabon (CBG), filiale de Precious Wood sont certifiées. Ce qui représente à peine 2,6 millions hectares de forêts sur les 22 millions que compte la forêt gabonaise. Une maigre récolte alors que l'échéance de 2022 arrive à grand pas. Georges Akwah reste néanmoins optimiste quant aux engagements pris par les autorités gabonaises.

Les impôts à la poursuite des recettes fiscales

G.R.M
Libreville/Gabon

UN mois durant, les agents collecteurs de la Direction générale des impôts (DGI) vont sillonner la commune d'Akanda, le marché de Mont-Bouët et ses environs. Ce, dans le cadre d'une mission dénommée "opération de fiscalisation du Grand Libreville" lancée mardi dernier par le DGI, Gabin Otha-Ndoumba.

Si elle vise à constituer un fichier global des opérateurs économiques établis dans la localité et les quartiers sus-évoqués, cette opération doit permettre à la DGI de localiser la matière imposable et liquider l'impôt. En somme, la DGI se lance à la poursuite des recettes fiscales qui lui échappent. Une mission d'augmentation de la mobilisation des ressources qui se veut conforme aux instructions des autorités gabonaises, en vue de réduire



Photo: GRM

L'opération de fiscalisation se tiendra durant un mois.

l'endettement du pays. "Il est évident que pour se priver des ressources d'emprunt, il faut augmenter la mobilisation des ressources propres", a concédé Gabin Otha-Ndoumba. Lequel a fait un lien entre cette opération et les échanges du ministre du Budget et des Comptes publics, Sosthène Ossoungou Ndibangoye, avec ses collègues du gouvernement, en vue de l'élaboration du projet de loi des finances (PLF) 2022.

Échanges durant lesquels la problématique de l'optimisation des recettes fiscales avait été longuement évoquée, pour réduire l'inquiétante fréquence de l'endettement du Gabon sur les marchés financiers internationaux. La présente opération doit, au demeurant, permettre de mobiliser les recettes fiscales, tout en s'attaquant au secteur informel qui reste sous-fiscalisé, voire pas du tout.